

Entre partage de la valeur et éclatements

TENNIS Le circuit professionnel est devenu une «cash machine» pour une poignée de stars mais une fabrique d'inégalités et de précarité pour les autres. Cet écosystème entre intérêts privés et vision à court terme est trop éclaté et facile à déstabiliser

Les quatre tournois du Grand Chelem, qui appartiennent à des fédérations nationales et à un club pour Wimbledon, n'ont jamais été aussi prospères: environ 400 millions d'euros de chiffres d'affaires chacun et 30% de rentabilité. Malgré une évolution spectaculaire, multiplication par 16 en vingt-cinq ans et un +7% annoncé par Wimbledon en 2025, la dotation financière (*prize money*) représente seulement 15% du chiffre d'affaires et beaucoup de joueurs et joueuses contestent cette répartition. Les quatre majeurs, dont les *prize money* ne sont pas alignés, construisent la réputation sportive et médiatique internationale des stars qui pourront capter l'essentiel de leurs revenus de sponsoring des grandes marques internationales.

La Fédération internationale de tennis (ITF) est désormais très marginalisée. Elle ne joue aucun rôle clé dans la régulation d'ensemble (calendriers, tournois, classements) et ses deux coupes du monde (Coupe Davis et Billie Jean King Cup) sont très affaiblies. Les circuits professionnels (ATP pour les hommes et WTA pour les femmes) font chacun vivre à l'année une centaine de professionnels, mais avec une très forte concentration des revenus sur les meilleurs. Ce modèle sportivo-économique pose la question des inégalités et vulnérabilités croissantes sous l'effet d'un écosystème qui est très éclaté et pourrait subir de nouvelles évolutions.

Pour accéder aux circuits ATP et WTA, les futurs professionnels disposent de quatre modèles de formation qui peuvent se compléter et disposent d'avantages et d'inconvénients: le système universitaire américain avec son championnat NCAA (avec peu d'exemples de réussite sportive au plus haut niveau), les académies privées (qui coûtent cher et impliquent un investissement important pour les familles), les fédérations (très forte disparité selon les pays dans les moyens d'accompagnement) et les familles ou mécènes (qui manquent de compétences mais sont des soutiens clés de la réussite).

Gérer une petite entreprise

Des coûts et des risques croissants sont à prendre en charge, de plus en plus précocement, dès l'âge de 10 à 12 ans, pour espérer réussir son projet dans ou par le tennis. S'entourer d'une équipe d'experts (coach, préparateurs



Les arènes de Nîmes lors de la deuxième édition du tournoi Ultimate Tennis Showdown 2025, le 5 avril. (VALENTINA CLARET)

physique et mental, physio, agent, etc) demande de gérer, très jeune et avec un statut de travailleur indépendant, une petite entreprise avec des coûts fixes (souvent 200 000 dollars par an avec un coach pour une saison sur le circuit) et des revenus très aléatoires (souvent moins de 100 000 dollars annuels pour un joueur ou une joueuse de simple qui ne rentre pas directement dans les tableaux des grands chelems).

Le tennis professionnel est devenu une *cash machine* pour une petite poignée de stars mais aussi une fabrique d'inégalités et de précarités (économique, sociale, sanitaire, psychologique) expliquant des problèmes d'intégrité de plus en plus médiatisés: dopage, paris truqués qui concernent les «sans-grades» du tennis professionnel, violences (psychologiques, sexuelles, cyberharcèlement) que subissent parfois des jeunes très vulnérables durant leur formation.

L'écart de revenus annuels entre Djokovic et un joueur 150e

mondial est aujourd'hui de 1 à 1000. Beaucoup au-delà de la 150e place mondiale n'arrivent même plus à vivre décemment du tennis voire perdent de l'argent. Le tennis est un sport individuel majeur largement mondialisé mais dont l'économie n'est pas si importante en comparaison du football et du basket-ball qui pèsent des centaines de milliards de dollars et dont des milliers d'athlètes sont sala-

Comme dans de nombreux sports, l'Arabie saoudite s'est imposée comme nouvel acteur avec une stratégie de disruption sans précédent

riés des clubs, souvent dès le plus jeune âge.

Vulnérabilité

L'écosystème du tennis professionnel, aujourd'hui très éclaté, est facile à déstabiliser de l'intérieur comme de l'extérieur. Trois nouveaux types d'acteurs sont récemment apparus: des états autoritaires tels les pays du Golfe (Qatar et Emirats) et surtout la Chine, qui ont créé une dépendance financière depuis les années 2000; des fonds d'investissements (CVC, entrée au capital d'une société créée avec la WTA en 2023) et des groupes d'entertainment (tels qu'IMG) qui cumulent les rôles d'agents de joueurs, de détenteurs de licences de tournois et d'agence marketing négociant les droits TV et le sponsoring; des circuits exhibitions avec de nouveaux formats de jeu pour capter une clientèle plus jeune (Ultimate Tennis Showdown créé en 2020) et autres exhibitions de stars (Laver Cup créée par Federer en 2017).

Les quatre tournois du Grand chelem, l'ATP, la WTA et l'ITF, qui

ont formé un éphémère «T7» pour affronter la crise du Covid-19, disposent de stratégies individualistes et opportunistes. L'ATP, par exemple, concentre désormais son énergie sur un circuit plus premium en ciblant les marchés les plus lucratifs et en allongeant la durée de ses dix tournois majeurs (Masters 1000) qui sont sa priorité absolue malgré les résistances des joueurs. L'arrivée de partenaires officiels comme Bitpanda (cryptomonnaie) ou Purina Pro Plan (nourriture pour animaux) paraît très éloignée de l'image des sponsors majeurs (Emirates, Lexus et Rolex) et témoigne du développement d'un business de court terme.

Comme dans de nombreux sports, l'Arabie saoudite s'est imposée comme nouvel acteur avec une stratégie de disruption sans précédent. Le fonds public d'investissement saoudien (PIF) est depuis 2024 un sponsor majeur des circuits ATP et WTA. La monarchie saoudienne vient de recruter Rafael Nadal comme ambassadeur

de sa fédération nationale de tennis. Elle accueille, avec une dotation fortement accrue, le Masters Next Gen ATP Finals depuis 2023 et le Masters féminin de 2024 à 2026. Elle a créé, en 2024, un tournoi exhibition, «Six Kings Slam», doté du double des primes d'un Grand Chelem à partager entre seulement six «joueurs stars».

Rééquilibrage et solidarité

Très récemment, elle a annoncé un possible investissement de 2 milliards de dollars pour soutenir un potentiel nouveau circuit agrégant ATP et WTA. Moyennant un droit d'entrée très substantiel versé à l'ATP, ce pays obtiendrait un nouveau Master 1000 qui se déroulerait en février à l'horizon 2027-2028... Une stratégie contractuelle visant à éviter la création d'un circuit parallèle comme pour le golf. Sur le papier, ce nouvel entrant a tout d'un 5e grand chelem mais surtout d'un géant économique avec un pouvoir de contrôle sans précédent.

Comment alors parvenir à plus de solidarités dans cet écosystème éclaté et individualiste en repensant le partage de la valeur autour d'une nouvelle gouvernance et régulation du tennis professionnel mondial? Un rééquilibrage du pouvoir au profit d'un système de régulation qui se préoccupe mieux de l'ensemble des athlètes et des petits pays apparaît plus que nécessaire.

Il faudrait pour cela réussir à créer une gouvernance mondiale unique du tennis (un «T7» plus un syndicat de joueurs et joueuses avec un commissionnaire régulateur), établir un calendrier commun annuel cohérent, protéger les petites nations du tennis en y maintenant des tournois et en redistribuant des revenus de solidarité, donner un réel poids politique au syndicat des joueurs (PTPA) annoncé en 2020 par Djokovic, assurer un revenu et une protection sociale minimale (santé et retraite) dès l'entrée dans le professionnalisme (top 300) et avant (apprenti), imposer une formation/reconversion dans et par le tennis, mieux accompagner le suivi socioprofessionnel mais aussi sanitaire et psychologique des joueurs et des joueuses pour prévenir les dérives. ■



EMMANUEL BAYLE
PROFESSEUR, UNIL